


Informations de base	
<p>2001/0211(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Décision</p>	Procédure terminée
<p>Interopérabilité de réseaux transeuropéens pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA) et accès à ces réseaux</p> <p>Modification Décision No 1720/1999/EC 1997/0341(COD)</p> <p>Subject</p> <p>2.80 Coopération et simplification administratives 3.30.20 Réseaux transeuropéens de communication</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	ITRE Industrie, commerce extérieur, recherche, énergie		READ Imelda Mary (PSE)	10/10/2001
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères, droits de l'homme, sécurité commune, défense		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	BUDG Budgets		TURCHI Franz (UEN)	01/10/2001
	LIBE Libertés et droits des citoyens, justice, affaires intérieures		CEDERSCHIÖLD Charlotte (PPE-DE)	10/10/2001
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil		Réunions	Date
	Transports, télécommunications et énergie		2374	2001-10-15
	Transports, télécommunications et énergie		2438	2002-06-17
	Transports, télécommunications et énergie		2420	2002-03-25
	Agriculture et pêche		2448	2002-09-23
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME			

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
14/09/2001	Publication de la proposition législative	COM(2001)0507 	Résumé
19/09/2001	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
15/10/2001	Débat au Conseil		
25/03/2002	Débat au Conseil		Résumé
22/05/2002	Vote en commission, 1ère lecture		Résumé
22/05/2002	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A5-0174/2002	
11/06/2002	Décision du Parlement, 1ère lecture	T5-0282/2002	Résumé
23/09/2002	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
21/10/2002	Signature de l'acte final		
21/10/2002	Fin de la procédure au Parlement		
20/11/2002	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de la procédure	2001/0211(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Décision
Modifications et abrogations	Modification Décision No 1720/1999/EC 1997/0341(COD)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 156
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A5-0174/2002	22/05/2002	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0282/2002 JO C 261 30.10.2003, p. 0026-0078 E	11/06/2002	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2001)0507 	14/09/2001	Résumé

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES0025/2002 JO C 080 03.04.2002, p. 0021	16/01/2002	

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

[Décision 2002/2045](#)
[JO L 316 20.11.2002, p. 0001-0003](#)

[Résumé](#)

Interopérabilité de réseaux transeuropéens pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA) et accès à ces réseaux

2001/0211(COD) - 11/06/2002 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant sans débat le rapport de Mme Imelda Mary READ (PSE, UK), le Parlement européen a approuvé la proposition sous réserve d'amendements. Le Parlement demande qu'il soit tenu compte des recommandations contenues dans la déclaration publiée lors de la conférence ministérielle sur le gouvernement électronique intitulée "De la politique à la pratique", ainsi que des conclusions de la conférence intitulée "Le gouvernement électronique au service des citoyens et des entreprises". Le Parlement insiste sur l'identification et le déploiement des services publics électroniques paneuropéens à l'intention des citoyens et des entreprises.

Interopérabilité de réseaux transeuropéens pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA) et accès à ces réseaux

2001/0211(COD) - 14/09/2001 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier les décisions 1719/1999/CE (décision "Orientations") et 1720/1999/CE (décision "Interopérabilité") concernant la seconde phase du programme IDA (IDA II) (voir également COD/2001/0210). CONTENU : les modifications proposées pour les deux décisions découlent de l'évaluation d'IDA II effectuée par la Commission mais aussi des dix-huit premiers mois de mise en oeuvre du programme IDA II ainsi que du contexte dans lequel l'initiative e-Europe et le plan d'action y afférent s'inscrivent. En ce qui concerne les deux propositions de modification de la décision 1719/1999/CE et de la décision 1720/1999/CE, il convient de distinguer trois types de modifications : - le premier découle des modifications apportées aux obligations juridiques et politiques et porte sur une adaptation de la procédure de comité conformément à la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 et sur l'extension du programme IDA II à Malte et à la Turquie; il vise en outre à donner la possibilité aux pays candidats et aux pays tiers d'utiliser, à leurs frais et sous certaines conditions, les services génériques IDA. - le deuxième type de modification est destiné à améliorer certaines conditions pratiques et se rapporte à la clause de mise en oeuvre, à l'introduction d'une référence financière pour la période 2002-2004 et, en ce qui concerne la proposition de modification de la décision 1720/1999/CE, à la diffusion également des meilleures pratiques. Le montant de référence financière proposé pour la période 2002-2004 s'élève à 39,8 millions d'euros (décision "Orientations") et à 34,2 millions d'euros (décision "Interopérabilité"); - enfin, le troisième type de modification est basé sur les exigences qui résultent de nouvelles initiatives, telles que le plan d'action e-Europe (en particulier, le chapitre relatif aux pouvoirs publics en ligne) et, en ce qui concerne la proposition de modification de la décision n° 1719/1999/CE, sur la nécessité de créer de nouveaux réseaux télématiques dans d'autres domaines et, en particulier, d'intégrer les réseaux dans les secteurs de l'enseignement et de la justice.

Interopérabilité de réseaux transeuropéens pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA) et accès à ces réseaux

2001/0211(COD) - 25/03/2002

Le Conseil a dégagé une orientation générale, dans l'attente de l'avis du Parlement européen. L'orientation du Conseil porte sur les deux propositions visant à modifier la décision 1719/1999/CE ainsi que la décision 1720/1999/CE. Les modifications concernent: - l'introduction d'une référence financière pour la période 2002-2004, à savoir 39,8 millions d'euros pour la décision "orientations" et 34,2 millions d'euros pour la décision "interopérabilité"; - la prise en compte de nouvelles initiatives telles que le Plan d'action eEurope; - l'extension du programme à certains pays non communautaires; - l'adaptation de la procédure de comité aux nouvelles dispositions en matière de comitologie (introduites par la décision 1999/468/CE).

Interopérabilité de réseaux transeuropéens pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA) et accès à ces réseaux

2001/0211(COD) - 21/10/2002 - Acte final

OBJECTIF : mise à jour de la deuxième phase du programme IDA visant à promouvoir l'établissement et l'utilisation des réseaux transeuropéens pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA II). MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Décision 2045/2002/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision 1720/1999/CE ("Interopérabilité"). CONTENU : le programme IDA, en cours depuis 1999, vise à faciliter l'échange de données afin notamment de soutenir la mise en oeuvre des politiques communautaires. La mise à jour porte sur deux propositions visant à modifier: - la décision 1719/1999/CE définissant un ensemble d'orientations ainsi que des projets d'intérêt commun en matière de réseaux IDA; - la décision 1720/1999/CE adoptant un ensemble d'actions et de mesures visant à assurer l'interopérabilité des réseaux IDA et l'accès à ces réseaux. Tous les amendements votés par le Parlement européen en première lecture ont été acceptés par le Conseil. Les modifications concernent: - l'introduction d'une référence financière pour la période 2002-2004, à savoir 39,8 millions d'euros pour la décision "orientations" et 34,2 millions d'euros pour la décision "interopérabilité"; - l'extension du programme à certains pays non communautaires; - la prise en compte de nouvelles initiatives telles que le Plan d'action eEurope (en particulier le chapitre sur les pouvoirs publics en ligne); - l'adaptation de la procédure de comité aux nouvelles dispositions en matière de comitologie (introduites par la décision 1999/468/CE). ENTRÉE EN VIGUEUR : 20/11/2002.